

L'agriculture nourricière en péril

Donald Dubé | Saint-Valérien

Je pratique le métier de producteur maraîcher depuis près de 15 ans et la question qui m'est le plus fréquemment posée est sans conteste la suivante : « Et puis, est-ce que la saison est bonne? » Bonne ou pas, la réponse venait plus spontanément à mes débuts. Sans doute était-ce dû à cette passion, autrefois intacte, qui m'habitait. Eh oui, la passion s'est effritée. Non pas en raison de l'épuisant démarrage que représente une ferme de première génération mais en raison des enjeux toujours plus nombreux. Or, l'année 2023 marque un point tournant à cet égard. Outre les changements climatiques qui remporteront très certainement l'Oscar du pire scénario, une convergence délétère d'enjeux socio-économiques fait actuellement tanguer le navire à un point tel qu'il n'est plus question de savoir si ce dernier basculera, mais quand cela arrivera-t-il?

Saison 2023 : les changements climatiques s'imposent

Plusieurs producteurs, productrices et intervenants du milieu agricole qualifient la présente saison de catastrophique. Ailleurs au pays et dans plusieurs régions du monde, les termes utilisés sont encore plus évocateurs alors qu'on déclare l'état de désastre agricole en bien des endroits. Au Québec, la pluie incessante dans plusieurs régions a anéanti de nombreuses cultures. Le Bas-Saint-Laurent n'a pas été épargné, mais ce n'est rien en comparaison avec le sud du Québec où plusieurs fermes maraîchères, notamment, ont pratiquement tout perdu. Le monde agricole n'a jamais autant nécessité l'aide des États.

Des enjeux toujours plus nombreux

J'évoquais les nombreux enjeux qui nuisent à la pérennité des fermes. Une situation à la hauteur de notre vulgaire manque de vision et due au fait que nous considérons nos fermes comme de simples opportunités d'affaires et non comme des lieux essentiels. Après tout, se nourrir n'est-il pas le besoin le plus fondamental qui soit? Néanmoins, l'agriculture est un domaine peu valorisé. Le travail sur les fermes y est ardu, mal rémunéré et rentabiliser ces dernières demeure un combat de tous les instants. Cet état des lieux n'aide en rien à encourager la relève à se constituer. Le manque de main-d'œuvre dans ce secteur n'est pas étranger à ce phénomène. Évidemment, la relation qu'ont nos jeunes avec le travail n'a rien à voir avec celle de nos aïeux paysans. Ils veulent du temps pour eux. L'engagement nécessaire n'est certainement pas compatible avec cette vision de la vie, une vision à géométrie variable centrée sur le bien-être individuel.

Or, le peu de relève (apparentée ou non) prête à arpenter le sentier tortueux de la carrière en agriculture se heurte à tout un assortiment d'embûches. L'accès à la terre en est un de taille. Alors que le prix des terres a explosé au cours des 20 dernières années (hausse de 474 %)¹, comment voir s'établir une relève qui devra s'endetter au point de rendre impossible la survie de ses projets? N'oublions pas d'y ajouter l'augmentation vertigineuse du coût des équipements, des intrants, des taux d'intérêt et des salaires. Ce contexte ne fait que favoriser les phénomènes de financiarisation que sont la surenchère et la spéculation. Ajoutez à cela la perte annuelle de superficies cultivables (terres en friche et dézonages intempestifs) et voilà toutes les conditions défavorables à l'atteinte de quelques objectifs que ce soient en matière de souveraineté et d'autonomie alimentaire.

Au seuil du point de basculement

Dans *Le Devoir* du 3 août dernier paraissait un excellent article² traitant de la détérioration des forêts et des graves impacts sur le climat que cela provoquera. Catherine Potvin, biologiste forestière et professeure à l'Université McGill, met en lumière l'hypothèse d'un point de basculement correspondant à un dépérissement significatif des forêts boréales laissant progressivement la place à de vastes étendues dégagées (boisés ou prairies) qui augmenteraient la fréquence des incendies. Un cercle vicieux. Les forêts affaiblies n'absorbent plus le carbone que nous émettons et en brûlant, elles relâchent les millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO²) patiemment emmagasinées.

J'ai la conviction qu'un point de basculement similaire à celui évoqué par Mme Potvin guette le monde agricole. Que les changements climatiques représentent le dernier enjeu (d'une longue liste!) qui fera basculer définitivement le projet de voir notre nation gagner en autonomie d'un point de vue alimentaire. Certes, nous ne cesserons pas de faire de l'agriculture du jour au lendemain. Toutefois, plusieurs fermes familiales de proximité disparaîtront, emportant avec elles tout espoir de voir se déployer un réseau de fermes nourricières capitales pour notre sécurité alimentaire.

1 Financement agricole Canada, 2023.

2 Alexis Riopel, « Feux de forêt et climat: "les prédictions les plus épouvantables" se matérialisent », *Le Devoir*, 3 août 2023.